

CAUSES



COMMUNES

BIMESTRIEL DES SOCIALISTES
VILLE DE GENÈVE

500475137



B-ECONOMY

P.P.
1205
Pensées

Sexes *et politique*

SEPTEMBRE / OCTOBRE 2010

20

HALTE AUX CASTRATIONS DE LA DROITE, OSONS UNE CARESSE DE LA GAUCHE !

LA RÉDACTION :
OLIVIA BESSAT, VIRGINIE KELLER,
FÉLICIEN MAZZOLA, SYLVAIN THÉVOZ
ILLUSTRATION ALOYS



Préliminaires

Pourquoi ce couple sexes et politique dans ce numéro de Causes Communes ? Est-ce la fin de l'été qui annonce une accalmie sur le front des amours et donne envie de faire le dos rond ? Est-ce la rentrée, le sérieux de son calendrier, qui appelle à l'excentricité et à la transgression, à faire remonter ce qui se loge sous la ceinture ?

La réponse est oui, et... non. Car l'objectif vise avant tout à une réhabilitation des sexes comme enjeu politique et à dénoncer les abus qui se nouent dans les corps et se prolongent dans les lois. Mai 68 n'a-t-il pas été le miracle d'une révolution des désirs, qui fut ensuite politique ? Ne sommes-nous pas mûrs pour une nouvelle bouffée de chaleur alors que les années SIDA, le sexe virtuel et le politiquement correct évoquent la peur de l'autre, et le bon vieux missionnaire de grand-papa une forme d'entre-soi ; l'allergie xénophobe, un onanisme « dans son sens le plus strict ? » N'est-il pas temps de secouer le moralisme de droite, d'affirmer un vitalisme de gauche pour une politique désirable, désirable, et pluraliste ?

Sexes partout, politique nulle part ?

La politique est inscrite dans les corps et dans les langues. Mais qu'est-ce qui les pousse à se figer en format papier glacé de magazine ? Est-ce de la gêne ou de la discrétion, de la timidité ou de la retenue, une castration puritaine ? Car, malheureusement, « hétéro, deux enfants » est encore

la norme d'affichage convenue et si « l'on ne parle pas de ces choses là », elles sont pourtant centrales et fondent aussi les discours politiques. La pudeur semble être une garantie tacite morale et politique de sérieux. N'est-il pas temps de se saisir des sexes pour féconder le politique ? Les sexes sont partout. Ils s'inscrivent dans le monde du travail, les rapports familiaux et éducationnels. Incontournables, à l'horizon du politique ils semblent pourtant se faire tout petits, même minuscules, jusqu'à devenir invisibles. Si la politique est sexuelle, n'est-il pas temps de le réaffirmer ? D'œuvrer pour les droits des minorités sexuelles ; pour une critique des gérontophilies ?

L'élu-e, un sexe qui s'ignore ?

Dans cette part animale qui est la nôtre, le pouvoir de la représentation n'est-il pas une ronde amoureuse ? La beauté des candidat-e-s à l'élection, une chance supplémentaire de sélection, et la virilité de certains une prime à la domination ? Les micros, des godemichés articulés ? La douceur, une garantie de séduction ? Comment ordonner ces cadres de référence, les révolutionner aussi ? Faut-il craindre que les candidat-e-s au botox et aux implants mammaires fortuné-e-s soient plus aptes à la survie politique que les autres ? Darwin s'en retournerait dans sa tombe et les marchands de chirurgie esthétique s'en pourlècheraient les babines.

Partouze, modèle socialiste ?

Nous avons choisi de donner au sexe une tonalité plurielle. SexeS donc en politique, de façon à englober les désirs, les fantasmes, les genres et les pluralités d'expression. Sexes donc avec un grand S comme... Socialistes. Nous avons invité dans ce numéro des associations comme 360 degrés, Hétérographe, revue des homolittératures ou pas : Voie-F ou F informations. En effet, la politique, comme le sexe, ne se pratiquent pas en solitaire. Le pouvoir se partage, comme le sexe s'échange. Ce numéro est un appel humoristique et décalé à une prise au sérieux des corps dans la création d'espaces de partage et de plaisir.

Gerald Allan Cohen (Pourquoi pas le socialisme ?) défend l'idée du pique-nique comme modèle socialiste. Une certaine gratuité et la générosité dans les actions permettent de mieux vivre que la quête pure de l'intérêt et du rendement maximal. Sur le plan des mœurs et des idées aussi, un autre monde est donc possible. Il passe par les sexes, l'affirmation de leur contenu politique, la renégociation des genres, et par l'échange ouvert et libre des désirs de chacun-e.

Halte aux castrations de la droite, osons une caresse de la gauche !

CAUSES COMMUNES

BIMESTRIEL ÉDITÉ PAR LE PARTI SOCIALISTE DE LA VILLE DE GENÈVE

15, rue des Voisins
1205 Genève

www.ps-geneve.ch
felicien.mazzola@ps-geneve.ch

Coordination rédactionnelle : Félicien Mazzola, Olivia Bessat, Sylvain Thévoz, Virginie Keller. Ont collaboré à ce numéro : Olga Baranova, Mélanie Battistini, Sébastien Bourquin, Isabelle Brunier, Monique Cahannes Grégoire Carasso, Pablo Garcia, Marie Gobits, Pascal Holenweg, Ninian Hubert van Blyenburgh, Sami Kanaan, Aloys Lolo, Christian Lopez, Liliane Maury Pasquier, Danièle Mazzola, Maria Roth Bernasconi, Sandrine Salerno, Marlyse Schwarz Virginie Studemann, Martine Sumi-Viret, Manuel Tornare.

Graphisme, maquette et mise en page : atelier supercoccotte, www.supercoccotte.ch
Impression : Imprimerie Nationale, Genève. Tirage : 3000 exemplaires sur papier recyclé.

SEXSTORMING



VIRGINIE STUDEMANN
PRÉSIDENTE DU GROUPE
ÉGALITÉ HOMME-FEMME
ILLUSTRATION ALOYS



Ce numéro se voulait un écho aux magazines qui, après les régimes du printemps, ne manquent pas de faire leur numéro estival et leur une sur le sexe. A croire que le sexe est le seul moteur de notre été et qu'inversement, nous sommes des végétaux qui perdons tout appétit sexuel quand les feuilles viennent à tomber.

Ce numéro aurait pu être l'objet du scandale, du scoop sur la vie sexuelle de nos élu-e-s, partenaires politiques et sexuels, accouplements inter-partis, secrets d'alcôve. Mais force est de constater que la morale politique genevoise nous a imposé une censure respectant la frontière encore assez stricte entre le public et le privé dont fait encore partie la vie sexuelle (dans le sens de « pratiques sexuelles »), frontière pourtant en évolution puisque l'orientation sexuelle est parfois utilisée comme atout politique et que le champ de la maternité et de la paternité se cultive dorénavant sur la place publique.

Les principes de réalité

Les discussions s'enchaînent : sexe et politique, sexeS et politiqueS, (le) sexe est politique, politique du sexe, politique sexuée, politisation des questions sexuelles, politique sexualisée, sexualité politisée, viol, harcèlement sexuel, discrimination, domination, sexe et genre ou plutôt genre puis sexe... Non ! Ce sera « sexeS et politique ». Sexes et politique, une occasion de revenir sur une problématique souvent discutée à l'occasion des débats sur la parité et sur les quotas en politique : de la nécessité de favoriser l'élection de femmes. Un socialiste demandait en quoi il était important que des femmes soient élues, non pas en assumant un esprit machiste (il n'y pas

de socialiste machiste !) mais en défendant l'idée que les hommes étaient aussi à même de porter les questions de l'égalité homme-femme et que de nombreuses élues ne portaient en rien ces enjeux. Ce discours empreint d'une utopie (sur l'être humain non marqué par son genre portant une politique universaliste) résiste mal à l'observation du réel.

Pourquoi faut-il des femmes politiques élues ?

Parce qu'une femme est une femme qui n'est pas un homme. (J'entends déjà hurler !) Il n'est pas question de faire en cela l'apologie du différentialisme, du naturalisme et du biologisme. Au risque de me faire des ennemi-e-s, je ne partage pas la vision selon laquelle le fait d'être de sexe féminin me donnerait - génétiquement ou naturellement - des qualités particulières. Je ne crois même pas à l'instinct maternel. Non, « une femme est une femme » parce que notre société nous a imposé un ensemble de représentations associées à notre sexe biologique, parce que notre société s'organise sur une division sexuée (archaïsme d'une société obnubilée par la survie de l'espèce et les critères de reproduction et/ou mode de domination de l'homme blanc hétérosexuel ?). En cela, nous possédons toutes et tous une vision sexuée du monde, que nous la soutenions ou la déconstruisions.

Elire des femmes, un acte révolutionnaire

Quels que soient le discours et le positionnement politiques, en tant que femme, je suis porteuse d'un certain nombre de schèmes et je suis perçue sur la base de ces schèmes de pensée. Nous luttons pour modifier ces représentations. Les moyens et les champs d'action sont multiples, mais l'un des plus percutants est sans doute d'agir dans l'espace public (sur l'image donnée par la publicité et les médias, sur le langage comme représentation du monde) et la sphère politique. Elire des femmes, c'est donc montrer que le pouvoir n'appartient pas qu'aux hommes, c'est afficher les compétences politiques des femmes, c'est permettre à des enfants de modifier leur vision du monde, autoriser des filles à se projeter autrement et à construire leur identité.

Elire des femmes, c'est changer la politique ? Oui, forcément. Et je le répète, la différence n'est pas liée au sexe biologique mais au genre. Oui, forcément, tant que les modèles éducatifs, les représentations qui nous construisent seront sexuées, les femmes apporteront une différence tant dans les enjeux portés que dans les modes de faire.

Elire des femmes, c'est reconnaître que la société nous impose une vision sexuée, premier pas nécessaire pour changer.

LA FOURMI

Un Conseil national avec 50 % de députéEs
ça n'existe pas, ça n'existe pas,
Un Conseil des Etats, avec 50 % de sénatrices,(1)
ça n'existe pas, ça n'existe pas,
5 femmes au Conseil fédéral,
ça n'existe pas, ça n'existe pas,
Et pourquoi pas ?

(1) 71 % de députés masculins au Conseil national
et 83 % de sénateurs mâles

LES FEMMES DANS L'HISTOIRE GENEVOISE



ISABELLE BRUNIER
HISTORIENNE
CONSEILLÈRE MUNICIPALE
ILLUSTRATION ALOYS



Même si seuls de rares noms de rues et monuments rappellent la mémoire des femmes qui ont marqué l'histoire de notre cité, il s'est trouvé suffisamment de ces héroïnes méconnues pour remplir un gros livre paru en 2005 sous la plume de diverses érudites (Les femmes dans la mémoire de Genève, du XVe au XXe siècle). Cette petite chronique s'en inspire largement.

Du Moyen Âge au XVIIIe siècle

Au Moyen Âge, dans la Genève des foires, puis après la Réforme dans la Rome protestante, comme partout en Europe, les femmes, considérées à vie comme des mineures, vivaient sous la tutelle de leur père, puis de leur mari, voire de leurs frères, en l'absence des deux autres. Tous les actes importants de leur vie étaient soumis à l'autorité masculine. Vouées à la reproduction avant tout, elles ne pouvaient se choisir un mari manifestement plus jeune qu'elles, alors que l'inverse était évidemment chose commune. On a déjà évoqué l'injustice profonde qui voyait la femme adultère être bannie à vie de la ville, parfois même avec son mari trompé (!), tandis que le coupable était puni de trois jours au pain

et à l'eau ! Un progrès cependant, avec les lois réformées : la Genevoise du XVIe siècle obtint précocement le droit de divorcer. Quelques figures se détachent cependant : Anne de Lusignan (1418-1462), duchesse de Savoie, qui fonda à Genève une chapelle au couvent de Rive, Marie Dentière (vers 1495-1561), protestante, auteure de « Défense pour les femmes » ou encore Catherine Cheynel (1542-vers 1604), plus connue sous le nom de Royaume, qui défendit vaillamment sa ville lors de l'Escalade du 12 décembre 1602.

Si de nombreuses femmes œuvraient dans l'ombre des boutiques, des fermes et des logements, rares étaient celles qui parvenaient à la tête d'une entreprise. On en connaît tout de même deux : Michelle Nicod (1519-1618), imprimeuse et libraire pendant trente ans, après le décès de son mari, et Elisabeth Baulacre (1613-1693) qui fonda et fit prospérer pendant cinquante ans une entreprise de dorures, en véritable patron pré-capitaliste.

Aux XVIIIe et XIXe siècles

Durant ces deux siècles, les Genevoises se sont surtout distinguées dans les domaines artistiques (littérature, peinture, musique) et savants. On peut rappeler les noms plus ou moins célèbres de Germaine de Staël, née Necker (1766-1817) écrivain et épistolière, ou de Jeanne-Henriette Rath (1773-1856), portraitiste et bienfaitrice de notre ville qui lui doit la création de son premier musée, à la place Neuve.

Mais c'est également durant le XIXe siècle qu'apparaissent les pionnières de la cause féministe et les femmes universitaires. Emilie Gourd (1879-1946), « féministe de carrière », Marguerite Champendal (1870-1928), première Genevoise docteure en médecine ou encore Nelly Schreiber-Favre (1879-1972), première avocate assermentée du canton. Elles, et tant d'autres, ont, chacune à leur manière, prouvé et défendu les capacités et compétences des femmes et donc les droits auxquels elles pouvaient légitimement aspirer.

Le XXe siècle

Le siècle que nous venons de quitter a vu la cause des femmes progresser plus nettement que jamais à travers les luttes emblématiques pour les droits politiques (vote et éligibilité), le droit à disposer librement de son corps (avortement), et la reconnaissance sociale (congé maternité). De nombreuses militantes, souvent socialistes, se sont battues tout au long de leur vie. Nous en connaissons encore certaines, bien vivantes et au verbe haut ! Cependant le combat est loin d'être terminé, l'égalité homme-femme au niveau des salaires ou des carrières n'est encore qu'un objectif à atteindre et déjà des forces rétrogrades tentent d'inverser le mouvement. Il n'est que de voir les premières décisions de la Constituante genevoise pour craindre le pire. Comme nos ancêtres, les « tricoteuses » ou les « pétroleuses », il va falloir inventer les armes du XXIe siècle !

TRANSPARENCE OU VOYEURISME ?



PABLO GARCIA

Saura-t-on jamais le sexe des anges ? La question ne passionne plus. A moins que ces anges-là ne fassent de la politique bien sûr ! Non seulement la question deviendrait beaucoup plus tabou mais la droite aurait beau jeu de la taxer de socialiste.

Un sexe au milieu du front

Clairement, le sexe des politicien-nes intéresse et intrigue ; la presse n'en parle que pour en souligner les atouts ou les inconvénients. Une femme de plus au Conseil fédéral ? Un homme pourrait-il gagner cette élection ? La question de l'égalité entre hommes et femmes apparaît évidemment en filigrane des manchettes de nos quotidiens. Afficher son sexe en politique est donc de la transparence malgré soi, c'est comme avoir un sexe au milieu du front.

Jeux de mots, jeux de vilains ?

Pour percevoir les limites de cette transparence, il faut rendre la chose plus croustillante, le propos moins consensuel. Laissons là les attributs masculins et le beau sexe féminin pour parler du genre. Le genre, ce n'est pas un vilain mot. Il n'en demeure pas moins qu'il fait trembler les parents au même titre que les mots comme tampons, mobylette, soutien-gorge et Jeunesse Socialiste. Car parler du genre, c'est avant tout parler de la société. C'est mettre en exergue les contraintes, les normes sociales, les schémas imposés par le sexe. Encore une fois, la presse est un excellent révélateur de cette tendance. Chez nos voisins français, les hommes et femmes politiques s'exhibent volontiers sur les pages de magazines en compagnie

de leur famille, de leurs conjoints, de leurs enfants. On est un homme politique mais on est aussi un bon père de famille ! Sous nos latitudes, aux mœurs plus prudes, on fera un reportage sur une sportive de haut niveau dans une discipline très exigeante mais qui a su rester femme. On fera une interview dans un magazine pour salle d'attente d'EMS, d'une femme politique qui s'est lancée dans la vie publique maintenant que ses enfants sont grands, entre un article sur une croisière avec Alain Morisod et « le repassage au masculin ». Bref, on ne naît pas politicienne, on le devient !

Affichage à haut risque

Afficher son genre en politique est donc de la transparence assumée, c'est aussi du voyeurisme bon enfant, presque du publi-reportage. Il est désormais temps d'aller plus loin dans notre réflexion, sur des sentiers plus sinueux et ombrageux. L'orientation sexuelle en politique, c'est un peu comme se promener dans les bois pendant que le loup n'y est pas. On sait comment l'histoire finit, avec une personne âgée violente, un loup transformiste qui s'habille en grand-maman, un bûcheron valaisan.

Car dire son identité sexuelle ne va pas de soi. On ne va jamais « outer » des responsables politiques en dénonçant publiquement leur hétérosexualité. On ne va pas questionner l'habilité, la capacité d'un homme politique à diriger un département de sécurité publique parce qu'il aime les femmes ou alors parce qu'il les aime trop. On ne va jamais sonder les Genevois-es en leur demandant si, à leur avis, le fait d'afficher son hétérosexualité peut nuire à une carrière politique.

De l'homosexualité comme handicap

Le cœur de la question, l'œil du cyclone est là : peu de candidat-e-s, peu d'élu-e-s, de responsables politiques affichent publiquement leur homosexualité. Polichinelle

a, semble-t-il, beaucoup de secrets à garder. Il ne faut pas se voiler la face, l'homosexualité demeure un handicap, quels que soient les aspects de vie touchés. Le travail, la famille, la santé, les engagements publics. Les obstacles peuvent être contournés au prix d'un difficile accord avec soi-même, de sacrifices et de renoncements qui ne sont exigés de personne d'autre.

A l'inverse, ce qui encourage à afficher son identité sexuelle en politique, c'est souvent un parcours personnel et un environnement social plus tolérants que la société elle-même. Ces expériences peuvent être trouvées parmi les pairs, parmi des hommes et des femmes qui se battent pour que les choses changent, pour bâtir une société où le fait d'afficher son orientation sexuelle soit un acte de transparence comme un autre. C'est aussi cela le travail des Socialistes, une action qui doit commencer dans le quotidien et interpellé les gens à l'école et dans le quartier, dans la commune comme dans le monde du travail. C'est une exigence de progrès, mais aussi, largement, un devoir de libération.

De l'affirmation de soi comme acte politique

Aujourd'hui, dire son homosexualité en politique est un voyeurisme militant, un voyeurisme à visage découvert. L'on qualifie souvent cet acte de « courageux », ce qui sous-entend tout le péril qu'il contient. Sans tirer de conclusion définitive, il serait bon de clore ce billet par une réflexion que Jean-Jacques Aillagon, ministre français de la Culture (2002-2004), ouvertement homosexuel, a eue dans la presse : « En affichant ma liberté de vivre ma sexualité [...] j'ai agi politiquement ».

AFFICHER SA MATERNITÉ ET SA PATERNITÉ EN POLITIQUE



VIRGINIE KELLER

Si les femmes ont aujourd'hui largement démontré leur capacité à gouverner et à s'engager en politique, il reste du chemin à faire concernant la possible superposition de l'engagement politique et de la vie familiale.

Les femmes élues ont été pendant quelques dizaines d'années des femmes sans enfant ou ayant élevé leur(s) enfant(s) depuis longtemps. Quant à ces messieurs, la question ne s'est même jamais posée, comme si l'élevage des enfants ne les concernait pas vraiment...

Parents et engagé-e-s

Dans les années quatre-vingt, de plus en plus de femmes en âge d'être mère et d'hommes ayant envie de s'investir auprès de leur(s) enfant(s) sont arrivés dans les enceintes politiques. Ces mamans et ces papas considéraient que l'activité politique n'avait pas à être réservée aux personnes n'ayant pas de charge familiale. Ces parents voulaient s'engager. On les croisait dans les comités de crèche, les associations de parents d'élèves ou d'habitant-e-s ; la démocratie de quartier les intéressait et très naturellement, ils et elles souhaitaient faire l'expérience d'un mandat électif.

Bébés hobbies

Il a fallu attendre les années nonante pour voir apparaître, à Genève, des revendications concernant l'articulation entre la vie politique et la vie familiale. Concrètement, des propositions concernant la garde des enfants pendant les activités politiques ou le changement d'horaire des séances des parlements (municipaux ou cantonal) ont été discutées et ont à chaque fois entraîné des débats très controversés. La maternité (ou paternité) a été tour à tour définie comme un hobby dont le politique n'avait pas à se soucier, comme une affaire personnelle dont les pouvoirs publics n'avaient pas à se mêler, comme une excroissance individuelle que la collectivité n'avait pas à assumer, voire comme une bénédiction dont on n'avait pas à se plaindre !

L'accouchement militant

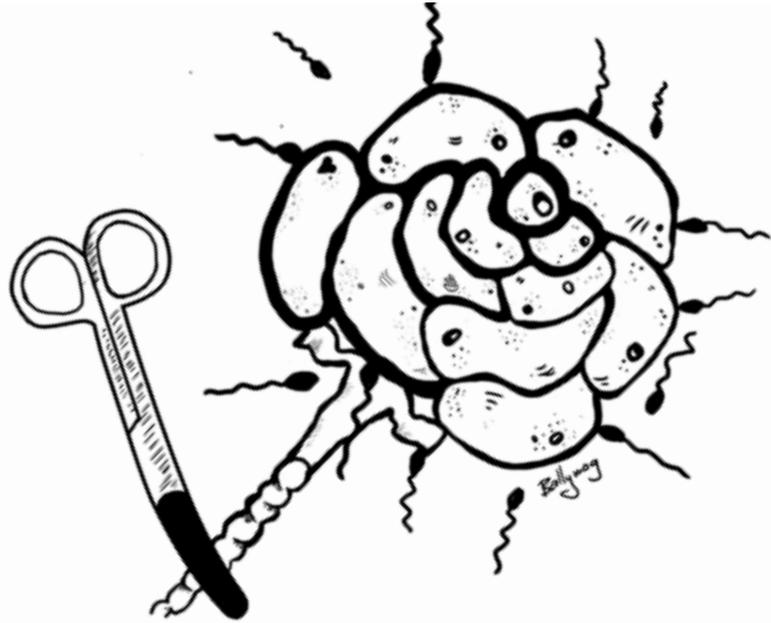
Dans les années 2000, des femmes et des hommes dans la trentaine ont accédé à des postes aux exécutifs. La question de la juxtaposition des bébés et de la politique s'est alors concrétisée avec le courage politique de la conseillère administrative socialiste Sandrine Salerno qui a été élue alors qu'elle était jeune maman et qui a accouché de sa deuxième fille durant son premier mandat politique. En faisant de cet heureux événement un acte militant et en assumant son congé maternité au sein d'un conseil administratif au 4/5^e masculin, elle a fait avancer la cause des congés parentaux. Peu après, on voyait la députée socialiste Véronique Pürro se porter candidate au

Conseil d'Etat après avoir accouché de sa petite fille. Le congé paternité allait être enfin discuté au Grand Conseil, et les nouveaux statuts du personnel de la Ville de Genève ont introduit un véritable congé paternité de quatre semaines dès l'année 2011. La brèche est désormais ouverte. Les femmes prouvent que nul ne s'occuper de sa famille ne met pas la société en danger.

Du côté des parents

En 2010, où en est-on ? Comment vit-on la vie de famille si on est militant-e ou élu-e ? Doit-on encore cacher sa grossesse ou peut-on s'y référer comme une expérience bénéfique et enrichissante ? Peut-on être père responsable et militant solidaire ? Les parents-élus vont-ils faire avancer la cause des bébés ? Le conseil municipal est-il un environnement stimulant pour la procréation ? Le pouvoir est-il compatible avec l'allaitement ?

Les Socialistes en sont convaincu-e-s, une société équilibrée est une société qui permet à chacun-e de s'épanouir professionnellement, de participer au fonctionnement démocratique et de s'engager familialement. Il est essentiel que la diversité des genres, des cultures et des classes sociales soit représentée dans les enceintes politiques. Il est également essentiel que soient représentées les diverses générations. Les papas et les mamans en font partie, à la grande joie des enfants !



PROPOS RECEUILLIS PAR
VIRGINIE KELLER
ILLUSTRATIONS OLGA, ALOYS

De nombreuses et nombreux élu-e-s socialistes sont engagé-e-s dans une vie de famille. Causes Communes leur a posé six questions sur leur vie quotidienne et le mode d'emploi qui leur permet de travailler, militer et pouponner.

1. La politique et les bébés, c'est compatible ?

2. La politique donne-t-elle envie de faire des bébés ou les bébés de faire de la politique ?

3. Le principal problème rencontré pour s'engager politiquement lorsque l'on est parents ?

4. Votre plus grand désespoir de maman, papa militant-e ?

5. Un défi politico-familial relevé avec succès ?

6. Finalement, au bout du compte, combien d'années en tant que militant-e et combien en tant que parent ?

7. Si c'était à refaire ?

Grégoire Carasso,
Conseiller municipal et président du parti socialiste ville de Genève.

1. Oui, mais pour ma part avec des conditions sine qua non : du temps partiel, un soutien conjugal et la politique comme unique activité en plus du travail et de la famille.

2. Si des enfants donnent envie à leurs parents de faire de la politique, c'est que leurs marmots doivent être vraiment pénilles.

3. Le culte de la politique de milice. Dit autrement : les horaires et les finances.

4. Quand je dois repartir pour une séance à 20h30 et que les enfants ne dorment pas paisiblement.

5. Plutôt qu'un, trois, qui représentent mes années au conseil municipal, de 2007 à 2010.

6. Ex aequo, biberon au centre.

7. On ne change pas une équipe qui gagne

Liliane Maury Pasquier
Conseillère aux Etats

1. Oui, à condition d'être secondée, en particulier par son compagnon. La politique a besoin des mères comme les bébés ont besoin de leurs pères !

2. Pas sûr que la politique donne envie de faire des bébés, mais l'inverse est vrai pour moi. Mes enfants m'ont motivée à m'engager très concrètement dans la politique communale, pour remédier à l'absence de crèches et veiller à la sécurité sur le chemin de l'école.

3. La garde et le grade : faire garder ses enfants est loin d'être évident - notamment si l'on n'a pas un soutien sans faille à la maison - et la double vie familiale-politique compliquée, c'est sûr, les opportunités de carrière professionnelle. Mais ça ne m'a pas empêchée de suivre une formation pendant 3 ans à plein temps en parallèle.

4. Voir que la situation n'est pas plus simple aujourd'hui qu'il y a 20-30 ans : le partage des tâches n'est toujours pas atteint, pire, il s'éloigne ! Moi qui rêvais que le modèle, que nous avons mis en place, des deux parents à mi-temps allait se généraliser...

5. L'accouchement, au forceps et après terme, mais mieux vaut tard que jamais, de l'assurance-maternité : un succès pour la politicienne et la sage-femme que je suis. Et la Loi fédérale sur les allocations familiales : là aussi, Genève a joué les pionniers et j'ai eu la chance de participer aux deux aventures, la cantonale et la fédérale.

6. Militante dans le sens d'engagée au service de la communauté : depuis mes 15 ans, il y a 39 ans, et ce n'est pas fini. Mère : depuis 34 ans, et ce n'est pas fini non plus !

7. Oui, mille fois !

Maria Roth Bernasconi,
Conseillère nationale

1. Oui, à condition d'avoir quatre bras : un pour le bébé mignon, un pour le filet mignon, un pour gagner du pognon, un pour les sessions et réunions. Il faut aussi et surtout des possibilités de garde et/ou un conjoint compréhensif, prêt à retrousser ses manches.

2. Les bébés donnent envie de faire de la politique. C'est pour préparer un avenir meilleur que le mien que je me suis lancée. Quant à l'inverse, encore faut-il avoir (ou prendre) le temps de faire des bébés quand on est engagé-e en politique.

3. Les séances trop tôt / trop tard / trop longues / trop loin (à Berne, par exemple). C'est là que les moyens de communication modernes, genre téléphone extraplat à tout faire, facilitent grandement les choses.

4. La maman militante regrette de ne pas avoir bénéficié d'un vrai congé parental pour les deux parents. Et la militante maman, d'avoir eu peu de temps pour aller boire des verres afin de construire des réseaux.

5. L'assurance maternité. Je suis arrivée, j'ai lutté, j'ai pleuré... De rage, d'abord, quand la LAMat a été refusée la veille du 18^e anniversaire de ma fille. Puis de joie, quand le second projet, bien que très amer, a été accepté.

6. 25 en tant que militante, et presque 30 en tant que parent (déjà).

7. Tout de suite, et avec moins de culpabilité.

Christian Lopez,
Conseiller municipal

1. C'est difficilement compatible et souvent c'est synonyme de sacrifices que certain-e-s peuvent assumer. L'idéal serait d'avoir un système politique qui permette la participation de toutes et tous.

2. Le fait d'avoir des bébés me motive encore plus à m'engager. Je n'ai pas envie qu'ils vivent dans une société marquée par l'injustice et les inégalités. J'ai eu mes deux enfants après mon éléction au Conseil municipal en 2007. Mais si je pouvais faire encore plus de bébés, je les ferais. J'adore les enfants.

3. Indiscutablement, les horaires parfois difficiles jusqu'à très tard dans la nuit. Merci à ma compagne qui accepte et soutient cette passion au quotidien.

4. Ne pas voir mes enfants et ma compagne autant que je le voudrais.

5. Le combat pour les jetons de garde pour les conseillers municipaux et l'introduction par Sandrine Salerno du congé parental dans le nouveau statut du personnel de la Ville de Genève! Un succès du combat socialiste.

6. 14 ans en tant que militant (heureux), 3 ans en tant que conseiller municipal (heureux) et 3 ans en tant que père (heureux).

7. Je ne me pose pas cette question. Ce qui est fait est fait. L'important est de construire l'avenir.

Sandrine Salerno
Maire de la Ville de Genève

1. Oui, à condition d'avoir un entourage qui vous appuie et vous aide. Le noyau familial est aussi un lieu où se ressourcer.

2. Pour le premier bébé, de faire de la politique. La politique, de faire le deuxième.

3. Les horaires de la politique, ceux naturellement dévolus à la famille. Un aménagement de la politique tel que l'ont fait les cantons de Zurich et Vaud est nécessaire. Le fait que l'activité dans les législatifs ne soit pas rémunérée oblige à mener une triple journée de travail: emploi, politique, famille.

4. L'énerverment quand on voit que certains groupes politiques contestent sans cesse des droits, comme ceux à l'avortement ou à un congé maternité. Le chemin parcouru n'est jamais acquis.

5. D'avoir mené une grossesse pendant la législature et démontré qu'on peut être Conseillère administrative et mère.

6. Toute une vie ! L'engagement pour des valeurs, c'est comme les bébés: ça dure toute une vie.

7. Toujours avec passion.



QUELLE PLACE POUR LES FEMMES DANS LE MILIEU PARFOIS TRÈS MACHO DU SPORT ?



MANUEL TORNARE
CONSEILLER ADMINISTRATIF

Le sport peut être un moyen de dépasser les inégalités de genre. Si les lois du marché qui régissent les droits télévisés et les rémunérations des sports les plus regardés desservent massivement les femmes, les politiques publiques, et notamment celles menées par Manuel Tornare, jouent un rôle fondamental dans l'éveil et l'éducation à un véritable esprit sportif réduisant les discriminations. Sous l'impulsion de son magistrat, la ville de Genève s'est jetée dans la mêlée.

Le sport féminin, ce parent pauvre

Depuis toujours, le sport est considéré comme une affaire d'hommes. La plupart des dirigeants de fédérations, associations et clubs sportifs sont des hommes. La grande majorité des personnes travaillant dans les administrations publiques en charge des sports sont encore des hommes. A l'exception de quelques sports comme le ski ou le tennis, le sport féminin est toujours le parent pauvre des compétitions. En effet, qui s'est passionné pour la dernière Coupe du monde de football féminin ou connaît les joueuses de basket en

Suisse ? Rarement le sport féminin tient le haut de l'affiche médiatique. Les salaires des athlètes féminines, quand il y en a, et les contrats de sponsoring ressemblent plus à de l'argent de poche, alors que dans le sport masculin, les chiffres explosent parfois de manière totalement indécente.

Un esprit sain dans un corps sain pour tous et toutes

En ce début de XXI^e siècle, il est primordial de poser la question de la place des femmes dans le monde sportif. Le sport est une composante essentielle dans l'éducation pour les garçons comme pour les filles. Il permet à la fois l'épanouissement physique et psychique, il favorise l'apprentissage de la vie en société par l'acceptation de règles, le respect des autres et de soi-même. Il est un facteur d'intégration et d'insertion. Il véhicule des valeurs telles que le respect, l'abnégation et la persévérance. C'est pourquoi il est indispensable de promouvoir la pratique du sport pour les filles et de développer le sport féminin par des politiques publiques concrètes et efficaces.

Entrer dans « la mêlée »

Fort de ce constat, au niveau des sports en Ville de Genève que j'ai le plaisir de diriger, nous avons décidé de lancer plusieurs actions concrètes allant dans ce sens. Nous avons créé deux lignes budgétaires spécifiques pour le soutien au sport féminin. Ces montants ont permis de mettre sur pied des projets tels que celui intitulé « la

mêlée ». Ce projet réalisé en collaboration avec l'Association cantonale genevoise de rugby a pour objectif de promouvoir l'égalité entre filles et garçons par la pratique du touch rugby en équipes mixtes. L'idée d'un tel projet est de lutter contre les stéréotypes de genre. Pratiquer le rugby quand on est une fille ou jouer dans une équipe mixte quand on est un garçon, c'est bouleverser les mentalités.

Mettre hors-jeu les discriminations

Au-delà des projets spécifiques comme « la mêlée », c'est dans toute la politique développée par le Service des sports de la Ville de Genève que l'égalité entre filles et garçons doit se réaliser. Que ce soit au travers de nos nombreuses écoles de sports, du subventionnement des clubs qui développent des équipes féminines ou des manifestations soutenues, nous avons un rôle important à jouer. Dans la quête de l'excellence, chaque athlète est égal et la victoire est toujours le résultat de l'entraînement, d'un travail intensif et de persévérance. La discrimination, à quelque niveau que ce soit, est incompatible avec un véritable esprit sportif.

QUEL ENCOURAGEMENT POUR PLUS D'ÉGALITÉ ?



MÉLANIE BATTISTINI
SOCIOLOGUE
ILLUSTRATIONS OLGA

L'enjeu de la mixité des sexes dans les équipes d'animation, notamment en maisons de quartier, est peu étudié, malgré le fait que celle-ci constitue une norme très répandue dans le milieu de l'animation.

En effet, la plupart des équipes d'animation respecte ce principe qui veut que le nombre de femmes et d'hommes qui les compose soit plus ou moins égal. Il me semble d'autant plus important d'engager une réflexion sur la signification de la mixité, car celle-ci pose la question de l'égalité entre les sexes. Si on a l'habitude de penser que plus de mixité mène à plus d'égalité, dans les faits, cette logique n'est pas forcément respectée.

Mixité, mélange, complémentarité

En me penchant sur les pratiques et les discours sur la mixité entre animatrices et animateurs au sein d'une maison de quartier (cf : encadré ci-dessous), j'ai observé une tendance à la justification du principe de mixité dans les équipes d'animation, moins dans une visée d'égalité entre les sexes que dans un but de complémentarité des approches des femmes et des hommes. Dans les animations, les animatrices et animateurs fonctionnent généralement par binômes, dont la mixité est souvent justifiée par les professionnelles par un besoin de complémentarité des approches féminines et masculines, tant entre animatrices et animateurs que vis-à-vis des enfants. La valorisation des compétences des animatrices et des animateurs et l'injonction à «mettre de soi» dans les activités tend à privilégier une répartition traditionnelle du travail entre femmes et

hommes. Ainsi, les femmes gèrent plutôt les activités manuelles d'intérieur, tandis que les hommes monopolisent les activités sportives d'extérieur (cf : références ci-dessous).

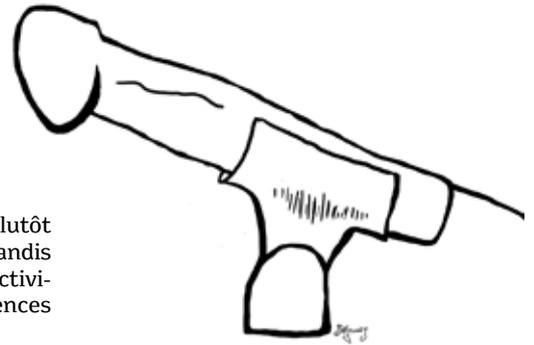
Dépasser une perception naturaliste

Si la mixité de genre est perçue comme une valeur phare de l'animation socioculturelle, elle n'est que peu questionnée et semble se baser sur une perception naturaliste des différences entre femmes et hommes. Dès lors, elle cherche moins à faire évoluer les comportements sociaux sexués vers plus d'égalité qu'à justifier une certaine idée de la complémentarité naturelle entre les sexes. Dans le cas de l'animation, le risque de cette logique complémentaire de la mixité est de renforcer la traditionnelle division sexuelle du travail (aux femmes la prise en charge de l'affectif et aux hommes celle de l'autorité, par exemple) et de proposer aux enfants et aux jeunes une norme éducative copiant le couple parental hétérosexuel traditionnel.

Développer des politiques publiques «mixtes»

Une solution à envisager pour réduire ces mécanismes de reproduction des valeurs patriarcales réside dans une plus grande sensibilisation aux questions de rapports de genre et d'égalité entre les sexes dans la formation des animatrices et des animateurs. De plus, il me semble nécessaire d'encourager le développement de politiques publiques en faveur de l'égalité entre femmes et hommes et entre filles et garçons dans les lieux d'animation et les équipements de loisirs urbains, afin de permettre une véritable mixité visant à plus d'égalité entre les sexes.

Madame...



Dans le cadre de son mémoire de Master en Etudes Genre, Mélanie Battistini a réalisé, en été 2009, un travail de terrain dans un quartier de la ville de Genève, en s'intéressant aux associations composées d'habitant-e-s du quartier et à la maison de quartier.

Dans une démarche ethnographique, elle a réalisé des observations participantes lors des réunions d'associations, lors des fêtes, durant les activités de la maison de quartier (enfants et adultes), etc. Elle a également mené une dizaine d'entretiens avec des actrices et des acteurs de la vie associative du quartier.

Pour en savoir plus :

Bacou Magalie (2006), *La mixité dans l'animation*, et Herman Elisa (2006), *Le genre en centre de loisirs : faire avec et 'mettre de soi'* in Gillet Jean-Claude et Yves Raibaud (dir.), *Mixité, parité, genre dans les métiers de l'animation*, Paris : L'Harmattan.

COUCHER ET LAISSER COUCHER ?



OLGA BARANOVA
~~BONNE À TOUT FAIRE~~
SECRÉTAIRE POLITIQUE JSG
ILLUSTRATION AU PREMIER
DEGRÉ PAR ALOYS

La pire des choses qui peut arriver à une fille en-dessous de vingt ans, à part une grossesse non voulue, c'est l'engagement politique.

Au lieu de fréquenter les lieux à la mode, elle commence à squatter les locaux glauques de son parti, ses ballerines restent dans le placard en faveur des baskets tout terrain, son parfum est plutôt « Parisienne » que « Chanel » et son romantisme s'arrête là où il commence : à la deuxième bière en gobelet plastique.

Intransigeant ? Certes. Les jeunes en politique sont souvent perçus comme étant catégoriques et mégalomanes, bref, révolutionnaires. Notre volonté de rendre l'ap-

pareil politique plus humain et accessible au regard extérieur est incessante. Et surtout, elle passe d'abord par nous-mêmes.

Sexe... en interne

Sauf exception confirmant la règle, les rapports humains à l'intérieur d'un mouvement ou d'une idéologie sont façonnés par une certaine complicité, un accord tacite. Pour les jeunes, souvent, cette complicité ne s'arrête pas après une action politique, ni même à la verrée conviviale d'après, loin des regards des médias. Parfois, elle ne s'arrête même pas au lit où elle mène les militants tous partis confondus réunis dans cet acte anodin et pourtant passé sous silence, presque diabolisé en politique. Le mentionner, c'est bafouer les codes de bonne conduite, surtout s'il touche aux rapports internes, à la distinction présumée intouchable entre le privé

et le public. Le sexe en politique est un fait. L'assumer, c'est relever un défi, c'est être jeune.

Assumer le désir

Coucher et laisser couler alors ? Rien n'est plus simple et plus compliqué à la fois. Toute logique poussée à fond, tout jeu qui touche à la réalité a pour seule règle la responsabilité, cet acte presque existentiel d'assumer quelque chose. Nous avons appris à assumer des phallus sur les drappeaux, est-ce pareil avec des coeurs potentiellement brisés, des sentiments faisant irruption dans un monde qui se veut neutre, dépourvu d'affection ? Nous ne pouvons pas le savoir avant de nous lancer dans l'aventure. Et avec un peu d'humour et de bonne foi, c'est le plaisir qui l'emportera sur les problèmes.



*sexes et politique:
le Parti socialiste genevois, toute tendances confondues*

ÊTRE UNE FEMME SOCIALISTE TU SAIS C'EST PAS SI FACILE



MARIE GOBITS

Marie Gobits s'élève contre le machisme déguisé en politique qui tend à donner un rôle de potiche à une femme lorsqu'elle est élégante et de surcroît d'origine non-européenne. Par des exemples concrets elle dénonce ces amalgames et démontre que l'on peut être femme, élégante, socialiste et fière de l'être.

Une histoire de femmes

Depuis la nuit des temps, rien n'a été facile pour les femmes en général et en politique en particulier. Ceci l'est encore de nos jours. Même si des progrès ont été faits, nos grands-mères et mères envient la vie des femmes de notre génération.

Si être une femme constitue un obstacle en politique, être une femme qu'on trouve belle constitue un double obstacle, voire un handicap. Autant l'ancienne génération s'est battue pour faire reconnaître que les femmes sont des citoyennes à part entière, autant de nos jours, une femme qu'on dit belle doit se justifier ou démontrer que son engagement politique est réel, sincère, et dénué de tout calcul.

Le poids des préjugés

Chacun apprécie que lors d'une première rencontre, la personne face à vous dise vous trouver belle et fasse des compliments sur votre physique. Mais lorsque ceci se répète et revient constamment, la communication devient réductrice et frustrante. Comme si mes interlocuteurs refusaient de voir en moi autre chose que mon physique sur lequel ils s'arrêtent. Comme si être une femme qui porte une attention à sa tenue vestimentaire ne peut avoir de convictions, de combats ou d'idées politiques à défendre. Une camarade m'a dit un jour : « Marie, tes vêtements ne sont que des marques » ! J'étais gênée, ne sachant si c'était un reproche ou un compliment.

L'être au-delà des apparences

Lorsqu'une femme s'intéresse à la politique, on lui prête des intentions parfois surprenantes. Mes premiers pas de militante n'ont pas été faciles à cause de ces intentions méfiantes. Certains étaient surpris de savoir que j'étais mariée, avais une profession. J'avais l'impression que pour certain-e-s, une femme féminine ne s'engage en politique que pour trouver un compagnon, un travail, combler un vide social ou trouver un toit. Ses engagements politiques ne sont pas pris au sérieux. On lui accorde tout au plus quelques mois de militantisme en pariant qu'elle disparaîtra du parti politique aussi vite qu'elle est venue. L'enjeu était donc pour moi d'aller au-

delà du sexe et des apparences, des poids des préjugés, d'être crédible; de défendre des valeurs et des prises de positions. Cela, afin d'être considérée pour autre chose qu'une potiche et tordre le cou aux préjugés.

Pouvoir et élégance sont-ils compatibles ?

Contre toute attente, j'ai été élue la première des viennent-ensuite sur la liste du Conseil municipal de ma section en décembre dernier. Ma joie n'a pas été l'élection elle-même, mais d'entendre une camarade venu me féliciter me dire : « Marie, je ne suis pas surprise de ton élection, tu es la plus conviviale et tu fais beaucoup pour notre section ». J'ai été touchée, car c'était la première fois que l'on mettait en exergue mes qualités humaines dans mon engagement politique. Il n'en demeure pas moins qu'il y a une sorte de pensée collective qui veut que beauté physique et élégance soient incompatibles avec un réel engagement politique. Eh bien NON, Mesdames, Messieurs, détrompez-vous. Une femme peut être belle, élégante, faire ses emplettes à la rue du Rhône et être fondamentalement socialiste.

SEXES, GENRES ET FÉMINISMES



MARTINE SUMI-VIRET
CONSEILLÈRE MUNICIPALE

Il y a toujours d'âpres débats concernant la place des femmes. Déjà Olympe de Gouges, en 1791, demandait que toutes les citoyennes et tous les citoyens soient également admissibles à toutes fonctions publiques selon leurs capacités et sans autres distinctions que celles de leurs vertus et de leurs talents. Comment cette demande a-t-elle évolué au cours des siècles ?

Le monde est basé sur un leurre

Du XX^{ème} siècle, il nous reste les héritières de Simone de Beauvoir, les universalistes ou égalitaristes qui s'opposent à la parité. Celles-ci arguent que toute discrimination positive, telle que celle des quotas, rompt justement le principe de l'égalité politique entre citoyens et citoyennes pour lequel les femmes se sont tant battues et ont brillamment gagné. La souveraineté populaire découle par exemple directement de l'égalité politique entre tous et toutes. La seconde tendance, telle que prônée lors de l'année de la femme en 1975 par Françoise Giroud, privilégie la spécificité des sexes. Elles sont appelées les différencialistes ou essentialistes et fondent leur conception de la place des femmes en affirmant que le monde est basé sur un leurre. Elles exigent donc de rattraper le

retard des femmes sur l'histoire en corrigeant le « patrimoine » présent, même au prix de discriminations positives.

Les violences de genre

Aujourd'hui, en ce début de XXI^{ème} siècle, on ne trouvera pas une seule féministe qui ne soit indignée par la violence sexuelle et domestique, ainsi que par la complicité évidente des gouvernements toujours très masculins qui perpétuent la violence en protégeant les auteurs de ces crimes. Il est donc juste que la violence contre les femmes soit la plus grande préoccupation des mouvements féministes. Cependant, le défi pour les féministes contemporaines est de mettre en relation ce grave problème avec d'autres formes de violence ou d'oppression, comme le racisme, les lois qui restreignent le travail et la migration, et la pauvreté.

Refus de la tutelle

Hélas, le féminisme académique urbain, obsédé par l'abolition des cabarets et les revues pornographiques pour « messieurs », réfléchit toujours à la violence exercée sur les femmes en l'isolant. Or, s'il a des milliers de choses à dire sur la manière dont les médias changent les femmes en objets, ce féminisme de classe moyenne blanche occidentale a étrangement peu à dire sur la surconsommation ou le capitalisme.

De plus, les problèmes sérieux de violence contre les femmes, et l'oppression sexiste en général, semblent grossièrement simplifiés quand on les associe constamment à l'industrie du sexe. Focaliser l'attention sur la violence machiste exercée sur les femmes est mauvais pour le féminisme

parce qu'il place les femmes avant tout dans une position de victimes en octroyant un pouvoir démesuré aux hommes politiques pour leur « protection » des « hommes mauvais ».

Diversités des féminismes

Mais, au fait, pourquoi une travailleuse du sexe incarnerait-elle davantage le sexisme qu'une femme professionnelle compétente qui doit renoncer à une promotion face à un collègue homme moins qualifié ? Ou qu'une jeune fille qui ne reçoit pas la formation qu'elle mérite parce que sa famille est trop pauvre ? Ou qu'une mère immigrante dont le fils est enfermé dans un centre de détention ?

Il y a heureusement beaucoup d'autres féministes, d'origines sociales différentes et de jeunes générations, qui luttent contre l'exploitation des femmes dans tous les domaines du marché du travail et plus seulement dans l'industrie du sexe. Elles ont compris que les sociétés libérales sont des sociétés à multiples vitesses, dans lesquelles l'accès à l'éducation, à la santé, au logement, à l'emploi, et même à la justice, dépend du genre, certes, mais également de la position sociale et de l'argent dont dispose toute personne ! C'est ce type de féminisme, dorénavant libéré de toute chape dogmatique, dont nous avons besoin aujourd'hui.

Les violences domestiques tuent plus de femmes dans les pays développés que la guerre ou le cancer.
Seuls 13 pays sur 193 ont au moins 25 % de femmes dans les instances gouvernementales.
Trente millions de femmes asiatiques, prisonnières de trafiquants, sont obligées de se prostituer.
Les femmes produisent la moitié de la nourriture mondiale mais ne possèdent que 2 % des terres.
Deux tiers des analphabètes sont des femmes.
Un tiers des femmes dans le monde n'a pas de toit ou vit dans des conditions de logement inacceptables.

DANS LA GUEULE DU CAPITAL



SYLVAIN THÉVOZ

Jean-François Gava, docteur en philosophie, a soutenu, une thèse portant sur la différence entre contradiction dialectique et antagonisme, en vue d'une révision globale des études marxistes. Rien que ça ! Mais dans «Machinisme, fantasme», micro-livre de 56 pages en format ultra poche plutôt coriace, le propos est plus ciblé.

Industrialisation du désir

Quatre parties forment un espace de divagation où les liens entre fantasme, affect et capital sont questionnés. Gava convoque Freud, Klossowski et Castoriadis. Il réfléchit l'Homme et sa nature, le confronte à l'impact de l'industrialisation sur la machine désirante de son corps. Loin d'un matérialisme serré, il explore la dimension idéologique du capitalisme actuel. « Marx voyait déjà que le besoin de viande crue était tout différent de celui de mets consommés à l'aide de couverts. Dans ce dernier cas, le jeu, l'activité, l'ima-

gination et donc le fantasme participent, élaborent, 'produisent' le processus même de consommation. »

Fantasmiez, fantasmiez, il en restera toujours quelque chose

Aux yeux de Gava, ce reste constitue l'être nourrissant l'entier du capital dans son impossibilité même à le saisir. « Le capital invente ce dont il est l'effet propre, l'homo productivus, un type d'homme entièrement adéquat à la production de pouvoir, de ce pouvoir qui l'écrase mais pour finir l'énuclée aussi de toute technique autonome. » L'aliénation, subtile, se niche donc dans le fantasme de se croire non aliéné, autonome. Si la disposition du pouvoir est de décomposer mais aussi de gouverner la décomposition, l'unique voie de résistance ne serait-elle pas celle du contre-fantasme : la passion, l'action ou alors dans un mouvement paradoxal et magnifié, la poursuite de l'utopie ?

Faire saliver le capital

Gava effectue une charge contre le capital qui non seulement dénature le vivant, mais parvient au tour de force de faire croire que le capital crée de la plus-value. Or, à ses yeux, les seuls à créer de la plus-value sont les êtres productifs, ou les êtres exploités. Le prolétaire célibataire à l'hôtel n'est bel et bien plus qu'une marchandise capita-

liste ! Le fantasme, pourfendu, n'alimente plus dans la machine capitaliste le désir, mais l'aliénation. Mais si les politiciens, maçons, prostituées ou conductrices de locomotives, peuvent vivre de fantasmes, ils peuvent aussi en produire. Il y a donc un point de retournement pour faire saliver le capital même en le prenant à son petit jeu. C'est cette voie périlleuse que nous invite à suivre Gava.



Jean-François Gava, *Machinisme, fantasme*, Les Éditions de la Nuit, Arles, 2010.

GENRE ET EMPLOIS, LE GRAND ÉCART

YVES FLÜCKIGER
PROFESSEUR, ÉCONOMISTE SPÉCIALISÉ

À Genève, le salaire médian des hommes occupés dans le secteur privé dépasse celui des femmes de 10,6%. En Suisse, cet écart atteint même 24% ! Si cet écart existe pour toutes les catégories de salarié-e-s, il est particulièrement

important pour les cadres supérieurs : une femme gagnera 43,5% de moins que son homologue masculin à Genève. En Suisse, les femmes ne détiennent que 6,6% des postes au sein des Conseils d'administration (contre 44,2% en Norvège)

quand bien même les études montrent que la diversité sexuelle a une influence positive et significative sur le taux de rendement net sur les investissements (ROI) et sur les actifs (ROA).

YES WE KANAAN !

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
SYLVAIN THÉVOZ
PHOTOS FÉLICIEN MAZZOLA

Sami Kanaan, candidat au Conseil administratif, se met à nu (partiellement) pour Causes Communes. De ses origines libanaises à ses engagements militants, que ce soit avec des étudiants bernois ou au Parti socialiste zurichois, jusqu'aux actions pour la prévention antidrogue sur le camping d'un festival bien connu et le début de son histoire d'amour avec Genève, le parcours de ce nomade est d'une richesse et d'une profondeur atypiques. Celui dont le sérieux est unanimement loué fait ici preuve d'une générosité et d'une liberté de pensée qu'il met depuis son plus jeune âge au service de la recherche du bien commun et de la paix



Sylvain Thévoz : Sami, tu vis à Genève et pourtant tu as grandi entre divers pays des deux côtés de la Méditerranée. Tu parles français, mais ce n'était la langue maternelle d'aucun de tes parents. Peux-tu nous esquisser ton parcours ?

Sami Kanaan : Je suis né au Liban. J'y ai grandi, mais je venais chaque été en Suisse. Pendant mon enfance, ce pays était un havre de paix et de sécurité par rapport au Liban, en guerre. Mon père était architecte d'intérieur. Ma mère travaillait au DFAE (département fédéral des affaires étrangères), comme secrétaire de direction. A la fin des années cinquante, elle a eu le choix entre partir pour le Ghana ou le Liban. Elle a choisi le Liban, rencontré mon père et compris par la suite que ce pays allait exploser. Mon père a choisi de rester. Il était trop attaché à sa terre. Ensuite, il est tombé malade. Le temps qu'il se remette, la guerre a commencé. Tout est devenu très compliqué par la suite.

La découverte d'autres cultures a-t-elle été un élément fondamental de tes premières années de vie ?

Oui, on a vécu comme des nomades, que ce soit en Suisse, en Grèce, ou au Liban. Avec ma sœur, on a compté huit changements d'école chacun. Mais formellement, jusqu'à mes 17 ans, j'étais au Liban. Techniquement, le français n'est pas ma langue maternelle, même si elle était la langue commune de mes parents. Ma mère était germanophone. Jeune adulte, elle était allée à Paris pour travailler chez l'abbé Pierre. C'était héroïque à l'époque, car en 1956, ceux qui aidaient devaient vivre comme ceux qui étaient aidés. Elle a donc vécu en dortoirs. Elle mangeait les restes des Halles le matin et fumait les cigarettes de l'armée française, tellement toxiques qu'elles ne seraient plus autorisées de nos jours ! Mon père était arabophone, mais il ne communiquait pas avec nous dans cette langue. Pour lui, le français était le signe

de réussite sociale. Il venait d'un milieu très modeste et n'avait pas fait d'études. Malgré l'insistance de ma mère, il ne nous parlait pas en arabe. Mais j'ai quand même appris l'arabe en deuxième langue au lycée français. J'ai un vocabulaire assez restreint et un accent français à couper au couteau, mais je peux me débrouiller.

Tes grands-parents vivaient en Suisse alémanique, ce qui t'a offert une bonne connaissance du suisse-allemand.

Nous passions nos vacances entre Berne et Thoun. Je voulais faire mon bac français au Liban, mais, une fois de plus, le conflit a repris au Liban, et on ne savait pas si mon école, située sur la ligne de démarcation, allait rouvrir. J'ai fait alors ma dernière année à Bienne, seul collège francophone du canton de Berne. Je suis tombé sur des Jurassiens, des Bernois, et ce qui les a rendus fous, c'est de rencontrer un Libanais qui parlait suisse allemand et jouait au jass

mieux qu'eux ! Par la suite, ils ont compris pourquoi. J'ai passé une superbe année lâ-bas et appris quelques coutumes locales. Au Liban, comme adolescent, à l'époque, on buvait très peu d'alcool. Arrivant dans un gymnase plein de Jurassiens bernois, j'ai vite pris le pli : on va dire que c'était un acte d'intégration.

Du point de vue spirituel, tu as aussi reçu un double héritage ?

Ma mère était catholique pratiquante, sans prosélytisme. Mon père était musulman sunnite mais non pratiquant. Légalement, nous avions la religion de notre père sur nos papiers d'identité. Mon père aurait pu exiger que ma mère prenne formellement la confession sunnite au moment du mariage, mais cela lui était égal. On a donc eu une éducation catholique : catéchisme, baptême, la totale. Mais je ne suis plus pratiquant. Je respecte les gens qui le sont, mais au Liban, du fait de son usage à des fins politiques sanglantes, la religion a laissé un goût amer. Il y eut de vraies manipulations communautaires. Pour moi, la religion doit rester une affaire privée.

Cette double identité t'a-t-elle aussi causé des difficultés ?

A l'époque, les enfants de Suissesses mariées à des étrangers n'étaient pas automatiquement suisses. Alors qu'un Suisse qui épousait une étrangère permettait à sa femme d'obtenir le passeport, même si elle n'avait jamais mis les pieds en Suisse et ses gamins non plus. Toute notre enfance, ma mère a dû aller chercher un visa pour nous prendre avec elle en Suisse. Elle l'avait automatiquement, mais c'était humiliant. Quand on séjournait en Suisse, nous avions un permis B !

On ne naît pas Suisse donc, on le devient ?

J'ai été naturalisé à 20 ans seulement, dans le cadre de la réforme de la loi. J'ai reçu ma convocation pour le recrutement plus vite que le passeport. Mon grand-père m'a aidé pour les démarches de naturalisation. Haut fonctionnaire dans l'administration fédérale, il connaissait beaucoup de monde à Berne. J'avais un dossier béton avec des références de gens qui ne m'avaient jamais vu de leur vie. Mon grand-père, en bon PDC, m'a fait jurer de faire mon service militaire. Comme je suis un homme de parole, je l'ai fait. Je n'ai objecté que bien plus tard et réalisé mon service civil chez Médecins sans frontières, au siège à Genève.

Avant de venir faire Sciences Politiques à Genève tu as étudié la physique au Polytechnikum de Zürich. Un choix de raison ?

Dans la famille, les seules études « sé-

rieuses » étaient les sciences naturelles et techniques. Le reste n'entraînait pas en ligne de compte. Le Poly à Zurich était quelque chose de très prestigieux. J'y ai fait toutes mes études. Mon père est mort jeune, à 52 ans, juste après le début de mes études. Ma mère est restée au Liban. Sauf aux pires moments, elle n'a pas voulu le quitter. Lorsque la maladie a pris le dessus, elle est revenue en Suisse et y est décédée. Je suis allé de l'avant.

Genève est devenue en quelque sorte ta ville d'adoption ?

Oui, Genève a réalisé en quelque sorte une synthèse de mes origines. D'ailleurs, pour les membres de ma famille qui vivent en Suisse alémanique, cette ville n'est plus tout à fait en Suisse. Il y a un côté atypique, métissé à Genève. L'influence francophone, latine y est plus forte qu'ailleurs en Suisse. J'y ai trouvé ma place. Pour la petite histoire, les rayonnages de la Migros et de la Coop ne sont pas assortis tout à fait de la même manière qu'en Suisse alémanique. Un détail ?

Tu as commencé très tôt à t'impliquer pour les changements sociaux ?

A 15, 16 ans, je me sentais tellement impuissant face à la guerre au Liban que j'ai fondé un mouvement mondial des jeunes pour la paix. A l'époque, je voulais régler les problèmes du monde. Maintenant, je travaille pour régler les problèmes de quartiers, mais je n'oublie pas le monde. On a bossé, on a eu des résultats, notamment sur les questions du service civil et les requérants d'asile. Ensuite, à Zurich, tout en étudiant avec assiduité, je me suis engagé à fond dans les organisations étudiantes, aussi bien sur les enjeux de démocratisation des études que pour soutenir des mouvements étudiants à l'étranger, la lutte anti-apartheid en Afrique du Sud ou contre les dictatures d'Amérique Latine. Cela a été extrêmement formateur pour moi. Je me suis aussi engagé au Paléo Festival de Nyon, dans le cadre du Groupe sida Genève faisant des échanges de seringues au camping, ou encore pour réduire le trafic individuel motorisé en ville, au sein de l'ATE ; j'ai un côté idéaliste.

Ton engagement au PS est venu dans la continuité ?

Cela s'est fait d'une manière très naturelle. Je n'ai jamais eu de tendance extrême gauche, et les Verts étaient très embryonnaires. Mon cœur est socialiste.

Quels sont tes modèles politiques ?

Elmar Ledergerber, à l'époque conseiller national, mais pas encore maire de Zurich

et puis Lilian Uchtenagen, qui était la première femme que le PS avait essayé de faire élire au Conseil fédéral. Tous deux m'ont éveillé à la politique. Ils étaient les piliers du PS zurichois, dotés de sacrées personnalités. Au niveau international, j'ai été marqué par la figure de Jean Jaurès et Rosa Luxembourg. J'ai été marqué par tout ce qui a caractérisé les luttes entre les mouvements sociaux-démocrates et les gauches radicales en Europe. Cela m'a toujours révolté lorsque des divisions de la gauche profitaient à la droite.

L'influence de Manuel Tornare t'a-t-elle marquée ?

J'ai appris de Manuel l'importance centrale de la dimension humaine en politique. Il y a des différences de caractère entre lui et moi, ce qui m'a permis de beaucoup apprendre. J'assume complètement son héritage, mais je serai évidemment quelqu'un d'autre. J'ai aussi vécu les changements dans l'administration et il n'y a plus un seul dossier qui puisse être géré seul.

D'où l'avantage d'être un homme de négociation et de consensus ?

Oui, je préfère trouver des solutions par négociation, quand c'est possible. Mais la politique est aussi une question de rapports de force, et je ne les refuse pas. Dans l'histoire moderne, le capital n'a reculé que lorsqu'on l'a bousculé. S'il n'y a pas de mouvements syndicaux qui descendent dans la rue, il n'y aura pas de progrès social. J'apprécie de trouver des solutions par la négociation, mais cela n'est pas toujours possible. J'assume aussi les dissensions.

Ton âge fait-il de toi le candidat des jeunes ?

Cela me ferait plaisir d'être à 46 ans le candidat des jeunes ! J'ai à la fois de l'expérience et beaucoup d'énergie pour voir venir et donner de nouvelles impulsions. On est en train de se rapprocher de ces pays en Europe où même les jeunes qualifiés ont de la peine à commencer leur carrière. En ville, nous avons soutenu de nombreux projets comme celui de la Barje et des buvettes associatives. Un enjeu important aujourd'hui, c'est de renouer le lien avec ces citoyen-ne-s qui ont été mis de côté, quel que soit leur âge. Il faut émettre à leur destination un message d'espoir et de confiance à la place d'un message de peur et de repli. Oui, on y arrive si on s'y met ensemble. Sans promesses miraculeuses, mais en produisant le changement.

Une adhésion aux Verts ne t'a jamais tentée ? Tu as été président de l'ATE, association Transport Environnement et tu luttas pour une ville sans voitures...

Au Parti Socialiste, on prend en compte toute la société, avec l'enjeu social au centre, et c'est ce qui nous distingue des Verts, ainsi que la relation à l'Etat, même si nous avons aussi de nombreux points communs. Aujourd'hui, pour de nombreux militants-es « écosociaux », le plus tentant c'est de soutenir des projets comme des coopératives de logement ou l'agriculture biologique ; ces projets sont très pertinents comme exemples, mais si on se contente de cela, on risque de faire l'impasse sur le changement social collectif. Un petit groupe de gens seront impliqués dans des projets innovateurs, mais la masse subira l'ensemble. Si l'on renonce au changement social global, on abandonne un avenir possible à long terme pour tous. Beaucoup de gens ont démissionné et se sont repliés sur les sphères individuelles. Le premier axe de la gauche a toujours été de briser l'aliénation. Aujourd'hui, la société de consommation nous aliène et il est de notre devoir de penser une désaliénation collective.



Entre Sexes et politique, c'est aussi le rapport entre privé et public qui se déploie ?

Oui, et l'on voit en Suisse les différences d'avec les Etats-Unis, par exemple. Strauss Kahn passe en France pour un gai luron, et cela lui est compté, alors qu'aux Etats-Unis il passe pratiquement en jugement. Aujourd'hui, une femme ministre qui serait comme Berlusconi ou Chirac, ce serait un scandale. Enfin, au-delà du machisme, la politique a quelque chose de très incestueux. Comme c'est un petit monde, on se retrouve parfois dans des configurations où les liens personnels ne correspondent pas toujours aux liens politiques. Et puis, il paraît que 70% des relations naissent au boulot. Ceci explique les endogamies.

Le risque existe donc d'un couple Kanaan-Salerno ?

Politiquement et amicalement, oui. Sinon, non (rires)

Si l'on parle d'union, quel est ton regard sur les liens de Genève avec sa partie internationale ?

La Genève internationale publique, type ONU, s'est vue augmenter de la Genève internationale, type ONG, et maintenant financière. Quand je suis arrivé à Genève, ma vie nocturne avait lieu dans les squats, conviviaux, pas chers et paisibles. Je n'ai jamais vu de bagarres dans ces espaces, il n'y avait pas de service d'ordre et la gratuité

d'accès régnait en maître. Aujourd'hui, ces espaces ont été remplacés par des bars à vin. La faune y est celle d'expatriés. C'est nouveau. Ce sont des nomades. Ils adorent Genève mais ne s'y impliquent pas car ils sont en transit. Pour que cette ville ait une cohésion, il y a beaucoup à faire du côté des nouvelles migrations, aussi bien de la part de personnes privilégiées que d'autres (bien plus nombreuses). Ils ont besoin d'être accueillis et il est essentiel de penser la région. Comme la majorité du canton a une vision politique de droite, pour ne pas être divisé, il faut penser l'ensemble de la région genevoise à partir des villes genevoises et avoisinantes. C'est vital. Ce sera un combat.

SAMI EN PINCE POUR...

LES BONNES ADRESSES

Le Coup de Girafe, rue Maunoir, *Yvette de Marseille* (ancien code-bar), rue Blavalet, *les Recyclables*, rue de Carouge ou *l'Ethno* (Rue des 2-Ponts). *L'Opéra bouffe*, avenue de Frontenex ; *l'Omni-bus* (rue de la Coulouvrenière). *La Barje 1 et 2*. A regretter : la disparition de trop nombreux bistrotts de quartier.

SORTIR

Les théâtres. Marqué par des pièces comme *Incendies*, de Wajdi Mouawad, ou *Quartier lointain*, manga japonais de Jiro Taniguchi ; participant fidèle au *Festival de la Bâtie* et aux sorties sur l'eau (lac ou mer) pour naviguer. Marcher en montagne permet de s'aérer la tête...

LECTURES

Christiane Felscherinow (*moi Christiane F., 13 ans, droguée, prostituée*), Amin Maalouf (*sans retenue*), Virgil Gheorghiu (*la 25ème heure*), Imre Kertész (*Le refus*), Zola (mon auteur pour l'examen de français au bac !). *Le Courrier International* et *Alternatives économiques*, et bien sûr *le Courrier*, *Pages de Gauche* et *Causes Communes*.

LA PROSTITUTION, LE PLUS VIEUX CASSE-TÊTE DU MONDE



SÉBASTIEN BOURQUIN
JOURNALISTE ET HISTORIEN

Le 1er mai dernier entrant en vigueur la Loi sur la prostitution (LProst), dont les objectifs principaux sont de réglementer les lieux dédiés à la prostitution et de veiller à ce que les travailleuses et les travailleurs du sexe exercent leurs activités délivré(e)s de toute contrainte. Le but étant également d'éviter « les manifestations secondaires fâcheuses ». Pour faire face aux problèmes liés à la prostitution, les autorités genevoises n'en sont pas à leur premier coup d'essai législatif. Petit rappel historique.

Genève, 26 septembre 1888. Les élus du canton votent une loi sur la morale publique, en réaction aux « actes scandaleux » qui entachent le « renom de la cité ». Ladite cité est confrontée à une nouvelle forme de prostitution dont le contrôle échappe totalement aux autorités. Les « racoleuses » et leurs proxénètes envahissent les rues, au mépris des règlements.

Des femmes précarisées

Avec l'industrialisation, Genève connaît au XIXe siècle une explosion démographique sans précédent (la population du canton passe de 50000 habitants en 1820 à 100000 en 1880). L'afflux de travailleurs,

souvent des hommes célibataires, entraîne une hausse de la « demande » dans le milieu de la prostitution. Parallèlement, de nombreuses femmes, premières victimes des vagues de licenciements dans l'industrie textile, se voient contraintes d'y répondre.

Jusqu'à-là, les prostituées étaient confinées dans des établissements étroitement surveillés par la police, les « maisons de tolérance », ou alors « encartées », c'est-à-dire inscrites en tant qu'indépendantes. Dès 1850, les « clandestines » viennent concurrencer cette prostitution traditionnelle, engendrant une série de problèmes nouveaux: proxénétisme, maisons de passe illégales, racolage sur la voie publique, prostitution de mineurs. Faute d'effectifs policiers, la loi de 1888 ne permettra pas de juguler cette prostitution de rue, qui s'imposera au détriment des maisons de tolérance, abolies en 1925.

Autres temps, autres mœurs

Genève, 1er mai 2010. La prostitution sur l'espace public est désormais tolérée, mais dans des lieux bien précis: les Pâquis et le boulevard Helvétique. Prostituées et prostitués ont l'obligation de s'enregistrer auprès de la brigade des mœurs. Si leur nombre était constant avant les accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne en 2002 (autour de 800 personnes), il a explosé depuis pour atteindre près de 3000 personnes, dont la plupart sont des femmes venues d'Europe de l'Est.

Contrairement au phénomène observé il y a 120 ans, on assiste à un retour de la prostitution de salon, avec l'apparition d'un

nouveau type de lieux. On ne les appelle plus maisons de tolérance, mais « salons de massage » ou agence d'escorte. La police en dénombre plus de 170.

Une « classe en danger »

Si Genève s'est dotée d'une nouvelle loi cette année, la LProst, c'est surtout pour renforcer le contrôle sur ces lieux qui, comme les prostituées qui y travaillent, sont contraints de déclarer leurs activités. Les gérants doivent également respecter un certain nombre d'obligations, notamment en s'assurant que les prostituées ne sont pas victimes de violences ou de contraintes. Quatre mois après l'entrée en vigueur de la loi, aucun salon n'a été fermé, un délai leur ayant été octroyé, le temps de se mettre en règle.

La LProst ne pourra assurément pas régler tous les problèmes liés à la prostitution. Elle n'en apporte pas moins certains progrès notables sur le plan humain, comme l'interdiction de la prostitution des mineurs de plus de 16 ans, une pratique encore tolérée au niveau fédéral qui va à contre-courant de la plupart des pays européens.

D'une manière générale, l'intérêt porté aux travailleurs et aux travailleuses du sexe, notamment au niveau de la prévention et de la réorientation professionnelle, montre que les mentalités ont bien changé depuis cette époque, pas si lointaine, où les prostituées étaient toujours désignées comme une « classe dangereuse », mais jamais comme une « classe en danger ».

POURQUOI LES PRIMATES

BAISENT-ILS ?



NINIAN HUBERT VAN BLYENBURGH
ANTHROPOLOGUE
ILLUSTRATION ALOYS

C'est une excellente question. Car, quelle est, au fond, la finalité de notre sexualité ? La reproduction ? Pas si sûr. Un peu d'histoire naturelle nous permettra de voir pourquoi.

Les comportements qui amènent nos congénères - dits inférieurs - à procréer sont souvent d'une étonnante inventivité, mais toujours extrêmement codifiés. La mante religieuse doit dévorer la tête de son conjoint pour arriver à ses fins. Le scorpion mâle tire la femelle par ses pinces pour la faire passer par dessus un spermatophore qu'il aura au préalable déposé dans le sable. Chez les pucerons, le mâle transperce la femelle à n'importe quel endroit de sa carapace pour la féconder. Mais même si la manière de s'y prendre est souvent assez extraordinaire, baiser chez les invertébrés n'a clairement qu'une seule vocation: procréer.

Pas de fantaisie sexuelle

Chez les vertébrés, eux aussi dits inférieurs comme les poissons, les choses ne sont pas très différentes. Certaines espèces se contentent de lâcher leur semence dans la nature et les rencontres se font au hasard des courants. Chez l'épinoche, les choses sont un peu plus élaborées : l'agitation du ventre rouge du mâle déclenche la ponte chez la femelle. Des insectes aux poissons, en passant par les arthropodes et bien d'autres formes de vie, les comportements sexuels se caractérisent par leur rigidité. Ici, pas de place pour les fantaisies et les

écarts. Les comportements de procréation sont totalement codifiés et leur seule finalité est la procréation.

Orgasmer pour vivre ensemble

Les choses se compliquent, ou se délient, c'est selon, avec la complexification du système nerveux central. Faisons l'impasse sur les mammifères qui précèdent les grands primates (et chez lesquels on trouve de nombreux cas d'onanisme et de relations homosexuelles) et arrêtons-nous aux fameux bonobos. Qui n'a pas entendu parler de leur exubérance sexuelle ? Leurs accouplements très fréquents, que ce soit entre partenaires de même sexe ou de sexe opposé, n'ont très clairement pas comme finalité la reproduction. Ce qui était dans un premier temps considéré comme une sorte de perversité, est aujourd'hui compris comme un élément fondamental du lien social. Si les bonobos baisent à tout moment, ce n'est pas pour procréer, mais pour se faire du bien. Rien de tel qu'un petit shoot d'hormones pour faire baisser la tension, renforcer les liens sociaux et maintenir les hiérarchies. Les bonobos ont découvert qu'ils pouvaient se servir de leur biologie pour soigner «le vivre ensemble» et pas seulement pour procréer.

Le cerveau des humains est trois fois plus gros que celui des bonobos. Nous nous sommes encore davantage éloignés qu'eux de la fonction utilitaire de la sexualité. Chez nous, le sexe sert non seulement de ciment social, mais s'est de plus soumis à la culture. Ce qui explique que certains groupes humains l'ont élevé en art de vivre et que d'autres en ont fait un tabou.



Enseigner la sexualité

L'Occident a subi plusieurs siècles de discours anti-plaisir. La propagande judéo-chrétienne culpabilisante a réussi à nous faire avaler que chez l'Homme (sic), comme chez la mante religieuse, le puceron et l'épinoche, le sexe ne sert qu'à enfanter, de préférence dans la douleur ! Elle nous a désappris à aimer l'amour. Ce qui, en soit, ne serait pas si grave, si nous n'avions pas dans le même temps désappris que nous devons apprendre à faire l'amour, puisque notre biologie ne nous le dit plus. Ce n'est donc pas un hasard si dans des sociétés où l'apprentissage du sexe se résume à quelques cours «d'éducation sexuelle», voire aux seuls films pornos, qu'il y ait parfois (souvent ?) des dérapages. Pour les éviter, il n'y a qu'une solution : enseigner les jeux de l'amour, comme le faisaient autrefois de nombreux groupes humains et comme le pratiquent encore certains.

POUR FAIRE UN TOUR D'HORIZON COMPLET SUR LES QUESTIONS DE GENRE : L'ASSOCIATION 360°

PROPOS RECUEILLIS
PAR FÉLICIE MAZZOLA

Quelle est l'histoire de l'association 360° ?

Trois-cent soixante : le chiffre dessine, au choix, un cercle, une roue, un ventilateur, une meule de gruyère... ou, mettons plutôt : une soucoupe volante, un OVNI associatif genevois. Difficile d'expliquer son origine. Tout juste peut-on la retracer jusqu'à une vieille baraque vouée à la démolition, au début des années 90. L'âge d'or des squats à Genève. « Chez Brigitte » y tenait à la fois du café culturel, du lupanar et de la discothèque rustique. Le public était raccord : post-punks, artistes, employés tombant la cravate ou étudiants de l'Uni voisine venaient noyer leur insomnie dans de la vodka payée d'une obole dans la « bite à Brigitte » érigée sur le bar.

Spontanée, foisonnante, cette expérience a fini par passer les murs branlants de la petite maison de Plainpalais. Dans la rue, d'abord, avec une première « pride », qui a parcouru la ville en juillet 1997 sous le regard médusé des passants. Puis, dans la foulée, avec la création d'une association « lesbienne, gay, bi, trans et... hétéro ». Une tautologie assumée, pour signifier une ouverture à 360°.

Quels étaient les buts initiaux ? Ont-ils évolué ?

Plutôt que des intérêts à défendre, le collectif a des rêves à réaliser. Ce sont, d'abord, des soirées populaires, accessibles à tous : les « 360° fever », contrepieds à la « branchitude » et à l'arrogance d'une certaine vie nocturne. Très vite, un autre projet se concrétise, celui d'un magazine « de sensibilité homosexuelle », mais ayant l'ambition d'aborder tous les sujets et d'en défricher de nouveaux. Enfin, des services et des groupes de discussions se mettent sur pied sous l'égide d'« Espace 360 ». Ils s'intéressent au transgénéralisme sous

toutes ses formes (transsexualisme, intersexualité, travestisme), aux minorités ethniques et à la communauté expatriée. Ils sont très vite rejoints par d'autres thèmes : la bisexualité, les gays et lesbiennes parents, les gays seniors. Avec le temps, 360 se dote également de services professionnels, au travers d'une consultation psychologique et d'une permanence juridique.

S'il en fallait une, la règle serait toujours la même : casser le ghetto à l'intérieur du ghetto. De fait, tous ces groupes et minicommunautés sont perméables les uns aux autres et cimentés par la collaboration de leurs membres aux soirées 360° fever, à la vie du magazine 360°, à l'animation des groupes de discussions et à bien d'autres projets encore. Au total, ce sont près de 500 membres aux itinéraires de vie souvent riches et singuliers qui, tous à leur manière, contribuent à garder en lévitation cette fichue soucoupe volante, plus de 10 ans après sa première apparition.

Ce numéro se nomme « Sexes & politique », qu'est-ce que ça vous inspire ?

On pense immédiatement au slogan « le sexe est politique » que scandait le MLF au début des années 70 ! On a alors sorti la sexualité de la sphère privée afin de considérer les implications politiques de la différenciation des sexes, et commencé à envisager de sortir de l'assignation des rôles sexuels et sexués ! C'est d'ailleurs aussi à ce moment qu'aux Etats Unis est apparue la notion de genre, qui renvoie au contenu culturel et social du féminin et du masculin, au-delà des différences biologiques susceptibles de distinguer les hommes et les femmes. Cette notion, qui a mis plus de temps à arriver en Europe, a poussé encore plus loin l'étude de toutes les dimensions des rapports de sexe. Il s'agit désormais

non seulement d'émanciper les femmes (ce qui est fait en grande partie) mais de déconstruire les hiérarchisations des identités et des comportements à l'œuvre dans nos sociétés. Une vraie utopie politique en somme, puisqu'elle agit aussi bien sur le pouvoir et sa représentation que sur la vie individuelle des citoyens (éducation, famille, etc...). Et c'est précisément le rôle du politique : puiser dans ces sources de progrès pour mettre en place des applications concrètes utiles à tous. On compte sur vous !



HÉTÉROGRAPHE, REVUE DES HOMOLITTÉRATURES OU PAS :



Hétérographe

Revue des homolittératures ou pas :

Quelle est l'histoire de l'association ? Comment s'est-elle créée et avec quels buts ?

L'élément déclenchant Hétérographe a été l'inauguration du Mémorial pour les victimes homosexuelles du nazisme à Berlin, en mai 2008. Ce qui était frappant, c'était non seulement le symbole, mais aussi la possibilité d'instaurer un lieu, au milieu de la ville, où les blessures de l'histoire pouvaient être approchées par tout un chacun, devenant matière à réflexion, mais aussi possibilité de dépasser les préjugés anciens. Ainsi est née l'idée d'une revue conçue comme un lieu où le partage est encore possible à travers la littérature.

Est-ce que les buts initiaux ont évolué ?

Au départ, il y avait une envie individuelle, ensuite un groupe s'est formé. Et à travers les discussions pour mettre sur pied un projet de revue semestrielle, plusieurs thèmes ont émergé et très vite évolué : par exemple, il nous semblait plutôt réducteur de nous cantonner à une soi-disant « littérature homosexuelle » (est-elle le fait d'homos qui écrivent ou d'écrivains qui traitent le thème ?). De ces réflexions est

né le sous-titre d' Hétérographe : « revue des homolittératures ou pas : » (notez bien les deux points qui ouvrent de nouvelles perspectives). C'est-à-dire un lieu qui interroge les frontières (homme/femme, homo/hétéro, etc.) pour mieux les dépasser.

Concrètement, que fait l'association aujourd'hui ?

Il s'agit d'un travail d'équipe, très concret, pour arriver tous les six mois à produire un volume de 100 pages incluant un cahier d'images commandité à un artiste contemporain, des textes inédits (d'auteurs connus ou inconnus), des entretiens et des articles de fond sur des thèmes divers (de l'homosexualité en Pologne à la procréation dans la science fiction), un cahier critique (avec des films, des bandes dessinées, des livres à découvrir ou ne pas oublier) ; il faut un travail régulier, avec des séances mensuelles, des discussions passionnées sur les textes (envoyez vos textes !). Sans oublier un site internet (www.heterographe.com) et de nombreuses rencontres, lectures, organisées pour que la revue soit ouverte à son public (d'ailleurs tout abonné-e est membre de notre association).

Ce numéro se nomme «Sexes & politique», qu'est-ce que ça vous inspire ?

Depuis Michel Foucault, on a saisi à quel point le contrôle des corps et des sexualités est une préoccupation majeure des pouvoirs en place. La juriste Marcela Jacob a très bien montré comment des comportements et des attitudes que nous croyons issus des us et coutumes ou de la morale sont souvent générés par la loi : l'idée même d'intimité, l'usage des plaisirs, l'auto-détermination des corps sont au centre d'un vaste réseau de contrôle étatique qui doit constamment être mis en doute par les minorités et par le vécu des personnes. On croit aujourd'hui en avoir fini avec les carcans de la « tradition », mais les luttes autour de l'homoparentalité ou de la dignité des personnes prostituées (que même le Parti socialiste français veut « éradiquer ») nous montrent que nous ne sommes franchement pas encore sortis de l'auberge. D'où la nécessité de se donner des outils (intellectuels, littéraires même, comme dans notre cas) pour éviter des retours en arrière sociaux et politiques.

NÉE DE LA CRISE ET DES BESOINS DES FEMMES, VOIE F

Voie F est née dans le contexte de la crise économique des années 90 et de l'essor du marché de la formation suscité par les mesures actives du marché du travail (MMT).

La formation était vue comme une des solutions au problème du chômage. Mais ces MMT bénéficiaient principalement à des personnes formées. A partir de ce constat, le Bureau genevois de l'égalité des droits entre homme et femme a entamé en 1994

une réflexion sur la mise en place d'un dispositif répondant aux besoins spécifiques en formation des femmes. Et c'est sous l'impulsion de Marianne Frischknecht - la Madame Egalité d'alors - et grâce à une subvention de démarrage reçue du Bureau fédéral de l'égalité, que l'association Voie F a vu le jour en janvier 1998.

Voie F est donc un espace de formation pour les femmes résidant dans le canton de Genève et qui veut faciliter et maintenir leur (ré)insertion socioprofessionnelle. Pour cela, Voie F s'est fixé les buts suivants : inciter les femmes à s'engager

VOIE F
ESPACE DE FORMATION POUR LES FEMMES

dans un processus de formation et les soutenir activement dans cette démarche; favoriser leur accès à l'informatique; et aussi réfléchir sur le rapport au savoir des femmes.

Pour atteindre ces buts, l'association propose des cours de formation continue et de base. La majeure partie des activités de Voie F se concentre actuellement sur l'offre de formation de base, qui s'adresse tant à des femmes migrantes qu'à des autochtones.

Est-ce que les buts initiaux ont évolué ?

Depuis sa création, Voie F a toujours maintenu son cap. A noter que l'équipe de l'association est en constante professionnalisation de ses prestations, suite à l'évaluation régulière de ses pratiques et des besoins en formation des femmes. On constate que les femmes concernées par la formation de base connaissent une précarisation grandissante.

Concrètement, que fait l'association aujourd'hui ?

Voie F est une structure pensée et construite de manière à faciliter l'accès des femmes à la formation ainsi que leur maintien dans une dynamique d'apprentissage. Elle contribue non seulement à l'acquisition de connaissances, mais aussi au développement de compétences sociales et relationnelles. Concrètement,

cela passe par des cours de développement des facultés d'apprentissage, d'initiation à l'informatique conjuguant avec des ateliers d'écriture ou de français ou encore par un bilan de compétences avec l'élaboration d'un projet de réinsertion et un stage en entreprise.

La formation de base dispensée à Voie F s'inscrit dans un dispositif bien concret :

- Gratuité des cours pour les participantes peu argentées.
- Communication de proximité auprès des professionnel-le-s pour qu'ils et elles sensibilisent leurs usagères à une démarche de formation.
- Entretien préalable à l'inscription à un cours pour éviter un nouvel échec à des femmes qui en ont déjà suffisamment connus et recherche des solutions de garde pour les enfants.
- Pédagogie adaptée: groupes d'apprenantes à effectifs réduits, formation à temps partiel dispensée en dehors des vacances scolaires, etc.

Ce numéro se nomme «Sexes & politique», qu'est-ce que ça vous inspire ?

Je crois profondément que dans tous les domaines, il faut chausser ses lunettes «genre». C'est-à-dire mener une analyse pour repérer les besoins propres aux hommes et femmes, afin d'éviter la mise en place d'actions qui auraient des effets discriminatoires ! Par exemple, en 2006 Voie F a mené une réflexion sur les dispositifs de remise à niveau dans la scolarité de base, destinés aux adultes avec une attention portée aux besoins spécifiques des femmes. Cette réflexion a abouti à la rédaction d'un rapport interrogeant le Conseil d'Etat genevois sur sa politique de formation continue.

CORINNE LEURIDAN, COORDINATRICE DE VOIE F DEVENUE EN 2003 : LE SERVICE POUR LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ENTRE HOMME ET FEMME

F-INFORMATION

F-Information est une association sans but lucratif, reconnue d'utilité publique, créée en 1981. Elle fêtera donc ses 30 ans l'an prochain.

Quelle est l'histoire de l'association Voie-F ? Comment s'est-elle créée et avec quels buts ?

Le projet de F-Information a été initié par un groupe de féministes qui ont constaté qu'il n'existait pas d'informations spécifiquement pour les femmes. Elles ont donc décidé, en 1979, de créer une brochure nommée «F».

« Une brochure c'est bien, mais c'est insuffisant... c'est un lieu pour et avec les femmes qu'il faut... » et c'est ainsi que fut créé le « Centre cogéré de rencontres et d'informations féminines », devenu rapidement « F-Information ».

Est-ce que les buts initiaux ont évolué ?

La mission de départ - accueil, écoute et orientation des femmes, groupes de rencontres et d'échanges et documentation dans tous les domaines touchant les femmes - n'a pas changé, mais il est clair que les buts initiaux de l'association ont évolué avec le temps. Si actuellement on peut admettre que les femmes sont mieux informées, il n'en reste pas moins que leurs problématiques particulières sont plus aiguës et plus complexes.

Citons, entre autres, la paupérisation croissante des femmes, en partie due à l'augmentation de la mono-parentalité, le poids des charges éducatives et domestiques qui très souvent leur revien, la difficile conciliation entre vie familiale et vie professionnelle. La dépendance financière, souvent liée au permis de séjour, ainsi que les violences conjugales et sexuelles, sont encore des situations trop fréquemment vécues par les femmes.

Concrètement, que fait l'association aujourd'hui ?

F-Information veut contribuer à :

- L'égalité entre femmes et hommes en favorisant une réflexion, une prise de conscience et un changement de mentalités
- L'autonomie des femmes, en les soutenant dans une démarche de reprise de confiance
- Une société plus solidaire, en favorisant le partage d'expériences de vie, et le tissage de liens sociaux.

Dans son travail quotidien, *F-Information* met l'accent sur les consultations individuelles pour les questions juridiques, professionnelles, personnelles et psychosociales, en privilégiant l'accueil et l'écoute de chaque femme et de son problème particulier. Elle oriente les femmes vers les organismes ou les professionnel-le-s adéquats.

Notons que les consultations d'orientation professionnelle, ainsi que les consultations juridiques dont les thématiques relèvent

de la Loi fédérale sur l'égalité (LEG) sont soutenues depuis peu par le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes.

Depuis le 1er novembre 2009, *F-Information* a mis en place une permanence téléphonique juridique afin de répondre aux questions urgentes mais simples. Elle a lieu le jeudi entre 14h et 16h au 022 740 31 11.

Par ailleurs, *F-Information* favorise la création de liens à travers des activités collectives régulières (les Salons et le Rési-F - Réseau interculturel d'échanges de savoirs) et ponctuelles (conférences, ateliers, expositions).

Le travail en réseau avec les associations féminines et les organismes sociaux représente également un volet important de son activité.

F-Information édite un journal bimestriel, *les Nouv'Elles*, un agenda mensuel et gère un site www.f-information.org

Sa bibliothèque Filigrane, spécialisée dans les thèmes femmes, famille, égalité, met à disposition du public plus de 12000 documents, livres, brochures, articles de presse, vidéos et DVD et offre un service de pointe pour les chercheuses et chercheurs.

F-Information en chiffres en 2009

Fréquentation de nos prestations : plus de 4500
Fréquentation de Filigrane : environ 2000
Membres : environ 700
Equipe professionnelle : 11 personnes
(5,8 postes de travail)

Ce numéro se nomme «Sexes & politique», qu'est-ce que ça vous inspire ?

Rappelons que le droit de vote et d'éligibilité des femmes en Suisse ne date que de 1971. Malgré une nette progression de la représentation des femmes dans les instances politiques, les statistiques montrent une stagnation à un peu moins de 30% d'élues depuis les années 1990. La route est encore longue...



BAISE TOUJOURS

PASCAL HOLLENWEG, ACTIVISTE, ANARCHISTE

JOURNAL DE CURÉS DE CAMPAGNE

Le « Nouvelliste » valaisan, racheté par le groupe Hersant, était menacé d'un virage à gauche (ben oui, quoi, un quotidien d'extrême-droite qui passe sous la coupe d'un groupe de droite, forcément, il se gauchit, non ?), mais un groupe de veilleurs va veiller à ce que la gazette des alpages reste sur sa ligne. Le groupe en question (un « comité éditorial » chargé de garantir la « continuité de la ligne éditoriale ») sera présidé par Jean-Marie Fournier, exploitant touristique et patron de remontées mécaniques (ça, c'est pour s'assurer que les maquereaux des cimes blanches continueront à maquereauter en paix sur les pentes des cimes blanches) et comprendra notamment Uli Windisch (sociologue tribaliste bien connu) et le préfet du district d'Entremont (le district le plus réac du plus réac des cantons romands). Ouf ! la paix des paroisses et des alpages est sauvegardée. On a eu peur.

CET ENFANT LÀ, COMBIEN ?

Le trafic des êtres humains est une activité criminelle connaissant « l'une des croissances les plus rapides » dans le monde, selon un rapport présenté fin mars par la rapporteuse spéciale de l'ONU sur le sujet devant le Conseil des droits de l'homme. Dans son rapport, Joy Ngozi Ezeilo estime à 2,5 millions le nombre de personnes victimes de ce « commerce global ». La juriste nigérienne, citant des estimations du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef), estime à 1,2 million le nombre d'enfants faisant chaque année l'objet de trafic d'un pays à un autre ou à l'intérieur d'un même pays. « Du point de vue économique, le trafic des êtres humains est devenu un commerce global, rapportant d'énormes profits aux trafiquants et au crime organisé », relève Mme Ngozi Ezeilo, selon laquelle le phénomène est « régi par les mêmes forces régissant la globalisation des marchés ». « Il n'y a manque, ni en matière de demande, ni en matière d'offre », explique-t-elle. La majorité des victimes du trafic international sont des femmes et des enfants de bas niveau socio-économique et l'essentiel du trafic se fait des pays en développement vers les pays plus riches.

EN AOÛT, NE TE DÉCOUVRE PAS D'UN FIL

Les trois plus jolies (filles du canton de Neuchâtel) sont toutes musulmanes, note «20Minutes» du 30 août, après l'élection de Miss Neuchâtel. Et un argument de plus contre la burqa, un !

UNE MORALE SAUVE (QUI PEUT)

Au début de l'été devait se produire au Palladium, une salle municipale, le chanteur jamaïcain Beenie Man. Lequel appelle, en chantant, à « pendre les lesbiennes avec une longue corde » et à « massacrer les homosexuels ». La question a été posée à la Ville : fallait-il autoriser ce concert. La Ville a répondu qu'elle n'était pas là pour autoriser ou non un concert, mais pour louer des salles. Quant à l'organisateur du récital, il a déclaré, benoît, que le but était de « faire une soirée où les gens s'amuse » et que les appels au meurtre de Bennie Man ne sont que des mots qu'il ne faut pas « prendre au premier degré ». Au troisième degré, comme sur les bûchers où l'on cramait les homosexuels, au bon vieux temps, ça irait ?

CM : Conseil Municipal. A ne pas confondre avec SM (Services Municipaux).

DOIGTS : Appendices articulés terminant les mains. Utiles pour écrire, tourner les pages des rapports. Indispensables aux caresses.

CORPS : Volume animé doté d'un esprit que le pouvoir politique se donne pour mission d'administrer et qui lui échappe dans son désir.

DÉSIR : Révolutionnaire en 68, contestataire par nature. Le désir est une puissance pure.

FÉMINITÉ : Style à manier avec doigté. Trop marquée: trop pute. Trop discrète; trop mec. Pour les hommes, assumée : trop gay.

GODEMICHÉ : Micro sans relais. Amplificateur de désir (à utiliser uniquement dans le domaine privé).

HÉTÉROSEXUALITÉ : Standard politiquement correct. Il est de bon ton de s'afficher comme hétérosexuel-le (si possible avec enfants). Le reste ressort du domaine privé mais peut être vécu librement à l'étranger (cf.homosexualité).

HOMOSEXUALITÉ : Identité sexuelle considérée comme privée et intime, à ne pas révéler sur/sous tous les toits au risque d'une stigmatisation. Entre ami-e-s, bien sûr, on peut se lâcher.

INTIME : Du latin intimus, intérieur. Constitue l'intérieur de l'être, le plus profond de ce dernier. Se cherche une place en politique, monde du spectacle, sans devenir obscène.

IVG : Interruption volontaire de grossesse. Droit de la femme à disposer de son corps.

LANGUE : Outil de pouvoir et de domination. Investi d'une inégalité crasse entre les sexes.

MICROPHONES : Amplificateur à distorsions révélant les traits phalliques de la politique. Régulièrement mal adaptés aux tailles des femmes. Trop bas, ils se nichent entre les seins. Trop hauts, mangent leur visage.

MORALE : ?

PARTOUZES : Réunions passionnées de citoyen-ne-s qui en oublie de parler politique pour en faire.

POLITIQUE : du grec polis, cité. La gestion de la cité au sens large. La sexualité, considérée comme chose intime, y échappe. Pourtant, ses prises de décisions viennent de là (et y retournent parfois).

PROSTITUTION : Gestion publique de la sexualité. Tolérée et contrôlée, la prostitution masculine reste un tabou. La gestion des archives littéraires de Grisélidis Réal, écrivaine et prostituée transférée post-mortem au cimetière des rois, a été torpillée par monsieur Longchamp (cf.godemiché).

SEXE : Nom donné à tout ou partie des organes génitaux. Le pénis chez l'homme, la vulve et le vagin chez la femme. Ces derniers portent un genre qui ne correspond pas toujours au sexe.

TOILETTES PUBLIQUES : Soit masculin soit féminin. Les inter-sexes, les hermaphrodites, les transexuels doivent trancher et choisir leur camp ou aller se faire voir ailleurs.

SUPPOSITOIRE : Loi passée en force.

TOILETTES PRIVÉS : On y fait ce que l'on veut et n'importe qui peut y entrer, du moment que son propriétaire l'agrée.

X : Films. Moins longs que ceux du Conseil Municipal. Définitivement plus populaires.

ABÉSEXÉDAIRE

CAUSES
COMMUNES

